



## En quête de qualité

Les biennales constituent des moments forts du dialogue sur les politiques éducatives en Afrique. Loin de simplement se succéder, elles marquent des étapes dans la progression du processus de réflexion collégiale et d'inter-apprentissage que soutient l'ADEA pour promouvoir les réformes nécessaires à l'évolution des systèmes éducatifs africains. De la mise en œuvre des programmes et projets d'éducation (1993) à la généralisation des réformes (2001) en passant par la formulation des politiques (1995), les partenariats (1997), les réussites en éducation (1999), la thématique et la démarche des biennales n'ont cessé de s'approfondir en suivant une ligne directrice : s'inspirer des bonnes pratiques pour changer les politiques et les stratégies de développement de l'éducation. L'enjeu reste toujours d'aider à la réalisation des conditions qui permettront d'offrir une éducation pour tous en Afrique. C'est précisément ici que s'articule le choix du thème de la qualité fait par le Comité directeur de l'ADEA, constitué de ministres et d'organismes de développement. Ce choix s'est en effet manifesté par l'accent mis sur la volonté d'intégrer effectivement et fortement la qualité dans l'EPT afin de viser une éducation de qualité pour tous (EQPT).

De la réalité à l'aspiration, les défis n'ont pas été éludés : contraintes internes des systèmes éducatifs, disparités dans les chances d'éducation, inégalités économiques et sociales, discriminations d'origines diverses, basées notamment sur le genre ou le milieu socio-culturel... Dans les contextes africains ces défis sont aggravés par la pauvreté, les conflits civils, les pandémies telles le VIH/SIDA... En réalité, il s'agit là d'autant de raisons pour mobiliser tous les acteurs et partenaires et les engager à œuvrer de toutes leurs forces pour la promotion d'une éducation de qualité qui représente un instrument essentiel pour relever ces défis. Le programme de la biennale permettra donc de se pencher sur les théories et les pratiques d'amélioration de la qualité de l'éducation de base. Les échanges seront principalement alimentés par les réflexions et les expériences provenant des études de cas présentées par les pays. Toutefois, l'apprentissage sur les bonnes pratiques tirées du terrain africain à travers l'approche « praxique » s'enrichira d'une mise en perspective ouverte sur les recherches internationales, particulièrement celles qui portent sur les expériences des autres régions en développement (cf. article d'Adriaan Verspoor en page 4).

Le déroulement de la biennale épousera la logique des défis posés à la quête de la qualité : un des tout premiers est constitué par le concept même de qualité (cf. l'article de Mary Joy Pigozzi à la page 3). Comment définir la qualité de l'éducation face à la diversité des perceptions et de l'évolution de la conception de la qualité d'une époque à une autre ? Des différences de point de vue peuvent être notées d'un pays à l'autre et à l'intérieur d'un même pays, notamment entre les principaux protagonistes : gestionnaires, directeurs d'écoles, enseignants, parents, apprenants. On constate aussi qu'à une certaine époque la maîtrise des mécanismes de la lecture, de l'écriture et du calcul était privilégiée pour déterminer les critères de qualité ; à une autre époque ce sont les qualités de communication, la réflexion critique et la capacité de s'adapter à de nouvelles situations qui deviennent primordiales en donnant du sens aux apprentissages instrumentaux. Liées à cette différenciation conceptuelle se posent les questions de mesure de la qualité et de l'identification des facteurs essentiels y contribuant. Des expériences d'évaluations régionales seront examinées non pas simplement pour faire le bilan de la qualité de l'éducation en Afrique mais surtout pour analyser les données qui peuvent orienter des choix de politiques et un

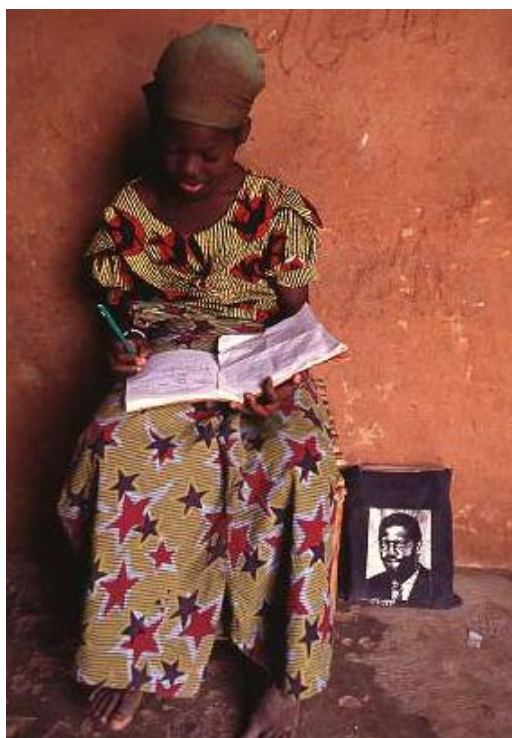


Photo : UNESCO

**Numéro spécial**  
La biennale 2003  
de l'ADEA

**Concepts**  
Qu'est-ce  
que la qualité ?

**EPT et qualité**  
Le défi de  
l'apprentissage

**Biennale**  
Le programme  
de Grand Baie

**Autour  
de la biennale**  
Les réunions  
en marge

**ADEA**  
15e anniversaire

## Numéro spécial

### La biennale de l'ADEA 2003

#### ▼ Biennale 2003

Editorial.....	1
Qu'est-ce-que la qualité ?.....	3
Les biennales de l'ADEA.....	4
Le défi de l'apprentissage.....	5
Programme de la biennale.....	8
15e anniversaire de l'ADEA.....	9
Rencontres en marge de la biennale..	10

#### ▼ Calendrier

Activités de l'ADEA.....	28
--------------------------	----



**ADEA**  
**Biennale 2003**  
**Grand Baie**  
**Maurice**  
**3-6 décembre 2003**

pilotage stratégique de la qualité tenant compte de l'équité, surtout des questions de genre. A ce dernier égard, les contributions du FAWE et du rapport mondial de suivi sur l'EPT 2003 apporteront des éclairages précieux. De bonnes politiques demandent un financement adéquat car l'amélioration de la qualité a un coût. Dans un contexte de rareté des ressources, la grande question reste de savoir comment obtenir, avec moins de ressources, plus de résultats au niveau des apprentissages. L'analyse coût-efficacité permettra de discuter des options d'investissement les plus productives et basées sur l'identification des intrants essentiels à la qualité.

Mais comment les politiques nationales se traduisent-elles concrètement sur le terrain de l'apprentissage ? Comment les intrants sont-ils utilisés par les acteurs de l'école pour obtenir des résultats d'apprentissage ?

Les processus d'enseignement comme les procédures organisationnelles sont ici interpellés. Dans quelle mesure et à quelles conditions les enseignants sont-ils bien préparés à intégrer les réformes dans leurs pratiques ? Le concept de développement professionnel sera creusé en vue d'identifier des stratégies efficaces de formation initiale et continuée, d'encadrement et de soutien, de motivation et de mobilisation. Car la qualité de l'éducation est l'œuvre d'enseignants compétents et engagés dans la rénovation pédagogique. La qualité s'opère à travers la promotion dans les écoles et les classes africaines de pédagogies actives, participatives et centrées sur l'apprenant.

A cet égard, l'adaptation des curricula apparaît aussi comme essentielle pour garantir la continuité entre l'éducation et les expériences de l'apprenant, vécues d'une part à travers les familles et la communauté, d'autre part à travers l'école. Mais comment donner du sens et un soutien local aux apprentissages tout en les ouvrant aux exigences universelles de savoir et de valeur ? Comment affirmer l'identité culturelle mais aussi permettre l'ouverture au dialogue des cultures ? Comment former pour l'insertion socio-professionnelle endogène tout en développant la capacité d'adaptation dans un contexte de rapide mobilité professionnelle et de mondialisation ? Les discussions sur ces tensions peuvent être grosses d'orientations nouvelles pour les réformes axées sur la redéfinition des finalités éducatives, des objectifs et

contenus de formation, ou de l'utilisation des langues d'instruction... L'examen des expériences de bilinguisme basées sur l'utilisation de la langue parlée pour les apprenants comme première langue d'instruction avant la transition vers la langue officielle étrangère sera certainement d'un grand intérêt dans ce domaine. Tout comme les expériences de décentralisation qui favorisent l'autonomie et la responsabilité des acteurs de l'école, la participation communautaire et les partenariats avec les ONG et le secteur privé. En somme, ne faudrait-il pas créer des espaces d'initiative et de contribution de tous ces acteurs dans le secteur éducatif pour mobiliser de nouvelles ressources éducatives, diversifier et enrichir l'offre éducative, renforcer la qualité et la pertinence des apprentissages ?

La biennale explorera aussi les conditions et les facteurs de partenariats extérieurs efficaces dans l'appui à l'amélioration de la qualité en termes aussi bien financiers que techniques, notamment à travers le dialogue politique et le partage des connaissances.

Bien que l'accent soit mis avant tout sur l'éducation de base, l'unité du système éducatif impose de jeter un regard sur les questions de qualité dans l'enseignement secondaire et supérieur. En effet, ils contribuent également à la qualité de la formation académique, voire professionnelle des enseignants du primaire. Quels enseignements peuvent être tirés de là ? Quelles contributions peuvent-ils apporter à l'amélioration de la qualité de l'éducation de base ? Ces questions s'adressent aussi aux expériences de qualité faites dans le secteur de la santé qui entretient des liens étroits avec l'éducation. C'est d'ailleurs en raison de ces liens que l'impact de la pandémie du VIH/SIDA sur la qualité de l'éducation, qui demeure fort préoccupant, fera également l'objet d'une table-ronde.

Les réflexions sur la qualité ne cesseront pas avec la fin de la biennale. Notre attente est qu'elles se prolongent dans le dialogue national sur les politiques et, surtout, qu'elles inspirent de nouveaux engagements, une nouvelle culture, des politiques et actions novatrices, des concepts et pratiques pour enseigner et apprendre autrement et mieux.

**Mamadou Ndoye**  
 Secrétaire exécutif, ADEA

## Qu'est-ce-que la qualité ?

par Mary Joy Pigozzi, Directrice, Division pour la promotion d'une éducation de qualité, UNESCO

**La notion même de "qualité de l'éducation" ne renvoie pas toujours aux mêmes concepts. Autrefois l'accent était mis sur l'apprentissage des fondamentaux. Aujourd'hui les aspects sociaux de l'apprentissage sont tout aussi importants.**

**L**e concept d'éducation de qualité occupe le devant de la scène depuis que les élèves et leurs parents d'une part, les communautés, les éducateurs, les dirigeants et les pays, d'autre part, ont compris que l'apprentissage et ses modalités étaient aussi importants que l'accès à l'éducation. Les problèmes qui pèsent depuis toujours sur la qualité de l'éducation demeurent et sont encore exacerbés par l'apparition de nouveaux défis tels que le rôle de l'éducation vis-à-vis du développement durable, de la paix et de la sécurité ou face à l'épidémie de VIH/SIDA.

L'une des grandes difficultés vient de ce fait que, si la plupart des gens savent intuitivement ce qu'ils entendent par « qualité de l'éducation », cela ne renvoie pas toujours pour autant au même concept. Ceci est d'autant plus vrai en ce début de 21<sup>e</sup> siècle que la tendance est à une éducation allant au-delà du simple apprentissage des fondamentaux : lecture, écriture et calcul. On s'accorde de plus en plus sur l'importance de la pertinence, des valeurs universelles, de la paix et de la sécurité ou encore des prises de décision dûment informées.

L'appréhension des éléments constitutifs d'une éducation de qualité ne cesse d'évoluer. La définition classique, demeure importante pour comprendre ce qu'est une éducation de qualité. Elle recouvre la lecture, l'écriture et le calcul – plus les compétences nécessaires pour la vie courante – est elle est directement associée aux composantes essentielles constituées par les enseignants, le contenu, les méthodologies, le programme scolaire, les systèmes d'examen, la politique, la planification, la gestion et l'administration.

### **Les fondamentaux restent primordiaux.**

Certains commencent cependant à exiger de l'éducation qu'elle réfléchisse sur son adéquation au monde moderne. Alors que, dans le passé, l'accent était surtout mis sur la compréhension et le développement cognitifs, il est aujourd'hui admis qu'il est également important de s'intéresser aux aspects sociaux et autres, de l'apprentissage. L'éducation est censée contribuer à l'avènement d'un développement durable de l'homme, de la paix et de la sécurité et permettre ainsi la qualité de vie de chaque individu, de chaque famille, de chaque société et de chaque pays. Et prouver ainsi son engagement en faveur des droits de l'homme.

Concrètement, et pour aborder l'éducation de qualité sous l'angle des droits de l'homme, six dimensions clés se dégagent.

**Aller à la rencontre des élèves.** Tout d'abord, une éducation de qualité va à la rencontre de ses élèves et les aide à apprendre en faisant appel à une vaste palette de modalités. Elle a compris que l'apprentissage est indissociable de l'expérience, de la langue et des pratiques culturelles, des dispositions et du caractère de chacun, de l'environnement extérieur et des différents centres d'intérêt. Chaque individu a sa propre manière d'apprendre, en exploitant ses différents sens et aptitudes. Une éducation de qualité accepte l'élève tel qu'il est et sait s'adapter à ses besoins d'apprentissage. C'est une

éducation inclusive. L'éducation de qualité fait ainsi en sorte que tous les élèves, indépendamment de leur sexe, de leur langue, de leur religion ou de leur appartenance ethnique, accèdent effectivement à l'éducation et participent à des activités d'apprentissage organisées et profitables.

Dans cette expérience qu'est l'apprentissage, plusieurs facteurs conditionnent la qualité : l'élève, le contenu, les processus et l'environnement.<sup>1</sup>

**La contribution de l'élève.** Il faut comprendre l'importance de la contribution personnelle de chaque élève à son apprentissage et à celui du groupe auquel il (ou elle) appartient. Cela peut aller des compétences professionnelles à des événements traumatisants, depuis une bonne expérience de développement dans la petite enfance jusqu'à, au contraire, la maladie ou la faim. Il faut tenir compte de ces différences dans les caractéristiques des élèves.

**Le contenu.** Si chacun est convaincu de l'importance du contenu éducatif pour la qualité, il faut néanmoins étudier à nouveau la question à la lumière des évolutions mondiales, des technologies de l'information et des processus de mondialisation qui, à certains égards, ont rapproché les sociétés.

**Les processus.** Malgré leur importance pour la qualité, les processus éducatifs sont souvent négligés. Il faut savoir comment les élèves sont encouragés à cerner et à résoudre les problèmes, comment les différents élèves d'un même groupe sont traités, comment les enseignants et les gestionnaires sont eux-mêmes traités et quel est leur comportement ; il faut également étudier l'engagement des parents et des communautés en faveur de l'éducation, car tous ces processus pèsent sur la qualité de l'éducation. Les processus éducatifs de qualité doivent pouvoir compter sur des enseignants bien formés et capables de faire appel à des méthodes pédagogiques centrées sur l'élève et à des approches qui font appel aux compétences de vie. Mais ce terme « centrées sur l'élève » devra être redéfini si l'on veut résoudre les problèmes d'inégalité et de discrimination ainsi que pour intégrer les différentes perspecti-

Suite à la page 7

## Le défi de l'apprentissage : améliorer la qualité de l'éducation de base

par Adriaan Verspoor, consultant principal, Groupe ad hoc sur la qualité de l'éducation

**Il y a plus d'un an, pour préparer la biennale 2003, l'ADEA a lancé une étude sur la qualité de l'éducation. Les conclusions de ce travail s'inspirent de l'analyse de 22 études de cas nationales et d'une trentaine de documents d'appui. Synthèse de l'étude.**

Il y a trois ans, pendant le forum mondial sur l'éducation de Dakar, tous les pays d'Afrique subsaharienne ont réaffirmé leur engagement en faveur des objectifs d'apprentissage et d'achèvement d'une éducation de base pour tous. Pourtant, la plupart des systèmes éducatifs de la région sont encore loin d'atteindre ces buts et le défi posé par un tel engagement est impressionnant : moins d'un tiers des enfants d'âge scolaire acquièrent les connaissances théoriques et pratiques prévues dans les programmes nationaux de l'enseignement primaire. Cette situation compromet la réalisation même des objectifs de développement économique, de progrès social, de paix et de démocratie qui sont au cœur du nouveau partenariat pour l'Afrique. Le défi de la qualité sera le plus délicat à résoudre.

Pour approfondir les débats et stimuler les réflexions, l'ADEA a retenu pour l'édition 2003 de sa biennale le thème de la qualité de l'éducation de base. A cet effet, elle a mis en place un groupe ad hoc chargé d'étudier cette question centrale : quelles options les pays d'Afrique subsaharienne peuvent-ils envisager pour améliorer, d'une manière financièrement

viable, la qualité de l'enseignement et les résultats d'apprentissage dans l'éducation de base ? La méthodologie retenue repose sur l'approche praxique, déjà mise en œuvre dans des recherches antérieures de l'ADEA, dont la philosophie est : apprendre par l'action et apprendre de l'action pour développer et améliorer l'action. Les analyses présentées dans cet ouvrage et dont nous vous proposons ici une synthèse, s'inspirent de 22 études de cas préparées par des équipes nationales et d'une trentaine de documents d'appui.

### **Qualité et équité : deux défis confondus**

Les objectifs EPT du forum de Dakar plaident en faveur de chances d'apprentissage égales pour tous. Étant donné la diversité des modes de vie des populations africaines, les inégalités entre les sexes et la multitude des groupes qui vivent dans des situations difficiles, l'offre éducative est contrainte de diversifier ses stratégies. Ceci impose l'adoption d'un nouveau paradigme centré sur la demande afin de « faire en sorte que l'éducation parvienne jusqu'aux élèves » ; en remplacement de l'ancien modèle classique, fonction de l'offre, et consistant à « faire en sorte que les élèves viennent à l'école ». L'approche centrée sur la demande implique d'étudier l'endroit où se trouvent réellement les élèves, de négocier avec eux ou leurs familles ce qu'ils considèrent être une éducation satisfaisante et d'envisager les options éducatives optimales en fonction du contexte. Les maîtres mots d'un système éducatif qui cherche à atteindre tous les enfants doivent être diversité, souplesse et ouverture à de nouvelles méthodes pé-

dagogiques. Ce qui ne revient pas à prôner une alternative à l'éducation formelle mais, bien au contraire, une alternative au sein du système éducatif formel. Pour cela, chaque État devra – en coopération bien entendu avec les partenaires ad hoc – mettre au point et proposer une série de programmes répondant à la diversité des communautés et des groupes d'élèves.

### **Un programme pertinent qui prépare à l'avenir**

Un programme scolaire est pertinent lorsqu'il relie l'apprentissage à l'expérience et à l'environnement de l'enfant tout en répondant aux attentes et aux demandes des parents. Il doit en outre préparer l'enfant non pas au monde d'aujourd'hui mais à la société telle qu'elle va évoluer au cours des 50 prochaines années. Pour l'Afrique subsaharienne, le fait de relier l'enfant à son contexte signifie avant tout d'opter pour un enseignement dans la langue maternelle – au moins pendant les premières années de la scolarité. Ce qui impose aussi de proposer un contenu ancré dans la culture et l'environnement locaux. Le Burkina Faso, le Mali et la Zambie apportent chacun des solutions originales pour relever le défi de l'enseignement dans les langues africaines.

### **Des écoles et des classes dédiées à l'apprentissage**

Conduit le plus souvent par le chef d'établissement, le processus d'amélioration de la qualité doit, pour réussir, impliquer l'ensemble de l'école ; mais la classe reste le lieu de la transformation des intrants en apprentissage. Si l'enseignant est incompetent, le programme n'a aucune chance d'être correctement mis en œuvre. Les modalités de formation, de recrutement et de rémunération des enseignants connaissent aujourd'hui de profondes évolutions. Certains pays recrutent désormais des enseignants possédant un meilleur bagage général et leur proposent une formation initiale plus courte mais comportant davantage d'expérience pratique dans les classes (c'est le cas en Guinée, notamment). De plus en plus, qu'ils aient ou non suivi une formation initiale, les nouveaux enseignants, souvent embauchés par les autorités de district ou les communautés, ont statut de contractuels. Cette évolution fait peser de nouvelles demandes sur les systèmes de formation continue qui doivent être

# Les biennales de l'ADEA

Pour l'ADEA, le dialogue sur les politiques est au cœur du processus de soutien aux pays africains engagés dans un travail de réforme de leurs systèmes éducatifs. Les biennales en constituent les moments forts. Rendez-vous à Grand Baie, Maurice pour la plus grande rencontre de la coopération éducative en Afrique.

Les biennales de l'ADEA constituent le plus grand rendez-vous de la coopération éducative en Afrique. A Grand Baie, où se tiendra la biennale 2003 de l'ADEA, quelque 350 participants sont attendus. Parmi eux figureront bon nombre de ministres de l'éducation africains et de hauts représentants d'organismes de développement. Chercheurs et professionnels de l'éducation, ONG et autres organisations régionales et internationales impliquées dans le domaine de l'éducation seront également au rendez-vous.

Cette année est celle de la sixième biennale. Les réunions précédentes se sont tenues à Angers (France, 1993), à Tours (France, 1995), à Dakar (Sénégal, 1997), à Johannesburg (Afrique du Sud, 1999) et à Arusha (Tanzanie, 7-11 octobre 2001).

A Grand Baie, La quête de la qualité : à l'écoute des expériences africaines est le thème central autour duquel s'organiseront les débats. Choisi par le comité directeur de l'ADEA, constitué de 10 ministres africains de l'éducation et de représentants de 21 organismes de coopération et de développement, ce thème a mobilisé les pays

africains, les agences de développement, les groupes de travail de l'ADEA, les réseaux régionaux et les organisations de la société civile. Tous ont contribué à l'étude intitulée *Le défi de l'apprentissage : améliorer la qualité de l'éducation en Afrique subsaharienne* lancée il y a plus d'un an par l'ADEA. Plus de vingt ministères de l'éducation ont identifié et analysé des expériences porteuses d'amélioration de la qualité dans leurs pays. Les réseaux de recherche africains ROCARE (Réseau ouest et centre africain pour la recherche en éducation) et ERNESA (Réseau de recherche sur l'éducation pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe) ont fait une analyse documentaire sur le thème de la qualité. Les groupes de travail de l'ADEA, des agences bilatérales et multilatérales et des spécialistes de l'éducation ont également apporté leur contribution à l'exercice.

La Biennale 2003 sera l'occasion d'une réflexion à la fois ouverte et critique, collégiale et informelle, sur tous les paramètres qui conditionnent le devenir qualitatif de l'éducation en Afrique : aspects techniques et scientifi-

ques, dimensions politiques et sociales, problèmes de coûts et de financement, modalités d'ingénierie et de mise en œuvre.

Il conviendra également, pendant la biennale, d'attirer l'attention et d'orienter les efforts des pays africains et de leurs partenaires sur les défis posés par l'amélioration de la qualité, condition sine qua non de réalisation des objectifs fixés à Dakar dans le contexte de l'Education pour tous.

Par ailleurs, étant donné l'ampleur prise par le SIDA en Afrique et ses conséquences catastrophiques sur les systèmes éducatifs, une table ronde sera consacrée aux stratégies mises en œuvre pour lutter contre la propagation de la pandémie.

La Biennale 2003 sera également marquée par la célébration du 15ème anniversaire de l'Association et le lancement officiel de la troisième édition du Prix africain du journalisme d'éducation institué par l'ADEA pour récompenser les meilleurs articles parus en ce domaine dans la presse africaine. ▀

## Suite de la page 4

capables de répondre aux besoins d'une force enseignante de plus en plus diversifiée. Pour ce faire, la Guinée et l'Ouganda, au lieu de maintenir des offres ponctuelles de formation continue émanant du niveau central, ont instauré des programmes décentralisés visant à une amélioration permanente des pratiques pédagogiques.

En Afrique subsaharienne, l'amélioration des pratiques pédagogiques passera par une évolution des méthodes traditionnelles, basées sur le par-cœur, prévalent encore dans une grande majorité d'écoles. Partout dans le monde, les initiatives visant à l'adoption d'approches pédagogiques ouvertes, actives et centrées sur l'enfant se sont heurtées à de grandes difficultés. Étant donné la réalité des classes africaines – le plus souvent surchargées ou pratiquant

un enseignement multigrade – il semble plus réaliste de recommander au départ l'adoption de pratiques pédagogiques plus directes et mieux centrées sur l'apprentissage. Des expériences prometteuses existent dans ce domaine – tel le recours à des outils d'auto-formation fortement structurés associés à un enseignement explicite du nouveau contenu : c'est le cas notamment de l'Escuela Nueva (Colombie) et du BRAC (Bangladesh).

L'amélioration de la qualité entraîne également, pour les chefs d'établissement, l'apparition de nouvelles missions qui vont au-delà de la responsabilité administrative classique et du nouveau rôle de leadership. Leur mission de transformation, dont l'importance ne cesse de croître, exige qu'ils prennent l'initiative et qu'ils coordonnent

les actions des enseignants et des membres de la communauté visant à améliorer les processus d'enseignement et d'apprentissage ; de ce fait, ils peuvent aussi renforcer les capacités de la communauté scolaire à introduire des changements et à améliorer l'efficacité des écoles.

## **Restructurer la gestion du secteur de l'éducation**

La tendance manifeste à la gestion autonome des écoles – qui accorde aux écoles un plus grand pouvoir de décision en termes de programmes, de budgets, d'allocation des ressources, de personnel et d'élèves – est absolument vitale. Dans le respect des normes et paramètres opérationnels définis par l'État, les écoles

bénéficient d'une autonomie et d'une flexibilité accrues pour adapter l'organisation scolaire et les pratiques pédagogiques aux conditions locales. Les enseignants sont encouragés à adapter les réformes et les innovations au contexte local et aux besoins d'apprentissage des élèves. Le transfert de ressources se fait sous forme de dotations forfaitaires conditionnelles (Ouganda et Tanzanie), de soutien aux projets de développement scolaire conçus par les écoles (Guinée, Madagascar et Sénégal) ou à travers des subventions versées aux écoles gérées et détenues par les communautés (Tchad). L'application de ces processus est extrêmement variable et, dans la pratique, les progrès sont toujours inégaux et plus lents que prévu. Les procédures financières publiques sont en général mal adaptées aux besoins d'une gestion financière décentralisée mais, et ce point est bien plus grave, l'efficacité des processus est souvent compromise par le manque de gens d'expérience et capables dans les écoles et les comités de gestion scolaire. Parallèlement, plusieurs expériences prometteuses (Guinée, Ouganda et Tanzanie) suggèrent toutefois qu'un effort continu de renforcement des capacités de planification et d'expérimentation au niveau des écoles peut contribuer à façonner un contexte fortement propice à l'amélioration de la qualité.

## **Piloter l'apprentissage et évaluer les progrès**

Une gestion efficace de l'amélioration de la qualité d'un système de plus en plus décentralisé implique de multiples prestataires chargés de délivrer des programmes adaptés à un large éventail de conditions locales. Elle s'appuie également sur des sources multiples de financement et doit à cet effet avoir accès à des informations fiables lui permettant d'orienter l'allocation des ressources et les initiatives. Les évaluations de l'apprentissage des élèves ainsi que les statistiques sur les indicateurs clés de la performance du système – taux de couverture, efficacité interne, déploiement des enseignants et disponibilité des intrants matériels – sont des outils d'information indispensables à une telle gestion. Des programmes comme le Programme d'analyse des systèmes éducatifs de la CONFEMEN (PASEC), le Consortium de l'Afrique australe pour le pilotage de la qualité de l'éducation (SAQMEC), le projet sur le suivi des résultats scolaires (MLA)

ou le programme des systèmes nationaux d'information statistique sur l'éducation (SISED) contribuent à cette évolution.

## **Le financement de la qualité**

Le financement d'une éducation de qualité nécessitera la mobilisation de ressources supplémentaires internes ou externes en faveur de l'éducation de base et imposera une utilisation optimale de ces ressources. Des estimations récentes (Bruns et al., 2003) appellent à une augmentation significative, mais progressive, de l'aide extérieure. Pour autant, l'amélioration de la qualité ne peut plus être reportée sine die et des investissements qualitatifs importants et supérieurs aux projections vont être nécessaires. On estime à 10-12 USD par an et par enfant le besoin de financement complémentaire, besoin à satisfaire de toute urgence pour un ensemble d'intrants de base indispensables à l'apprentissage et au fonctionnement des écoles. Cela conduirait donc à ajouter près de 700 millions d'USD par an aux 2,3 milliards d'USD de dépenses de fonctionnement dans l'enseignement primaire réalisées, selon les estimations, durant l'année 2000.

Pour les pays incapables de réunir suffisamment de ressources internes ou externes, quatre options sont envisageables : (a) retarder jusqu'à la fin de la période considérée certaines mesures politiques, souhaitables mais moins rentables, tel l'abaissement du taux d'encadrement à 40 ; (b) augmenter la part de l'éducation de base dans le budget de l'éducation ; (c) rechercher autant que possible des solutions communautaires à moindre coût ; (d) encourager les contributions communautaires et parentales au développement de l'éducation - sous réserve d'adopter les politiques qui garantissent qu'aucun enfant ne se verra refuser l'accès à l'éducation par manque de ressources.

Pour parvenir à une meilleure rentabilité, les pays devront tout d'abord réduire les variations entre écoles dans l'allocation des ressources. Ils devront aussi renforcer l'efficacité de leurs dépenses, en privilégiant les intrants et les processus réputés contribuer fortement à l'apprentissage des élèves : ce que l'on appelle les « solutions prometteuses ».

## **En route vers la qualité – un cadre stratégique**

A l'instar des pays industrialisés, le parcours vers l'amélioration de la qualité en Afrique subsaharienne n'a pas été de tout repos. Si certaines expériences mettent en garde contre les obstacles à éviter et proposent d'utiles enseignements, d'autres – et c'est sans doute plus important – proposent des approches prometteuses conduisant à la réussite. L'ensemble de ces expériences constitue les sept piliers de l'amélioration qualitative : créer les occasions d'apprendre ; améliorer les pratiques pédagogiques ; gérer le défi de l'équité ; accroître l'autonomie et la flexibilité des écoles ; favoriser l'appui des communautés ; instaurer un cadre financier réaliste ; réagir à l'épidémie du VIH/SIDA et aux situations de conflit.

Tout cadre national stratégique d'action visant à améliorer la qualité doit reposer sur ces sept piliers. Mais il est tout aussi important – même si cela n'est pas encore réellement accepté – d'instaurer une culture qui cherche ouvertement à promouvoir la qualité et l'apprentissage. Une telle culture de la qualité est animée et étayée par une série de valeurs et de convictions largement partagées et relatives au processus d'enseignement et d'apprentissage – une théorie et une pratique de l'éducation doublées d'une vision de la pratique pédagogique.

Pour réussir, l'amélioration de la qualité suppose également, pour appuyer l'action, une théorie et une stratégie de mise en œuvre. On sait depuis longtemps que cette mise en œuvre est le talon d'Achille des réformes éducatives, surtout lorsqu'elles ont pour ambition de modifier à grande échelle le processus d'enseignement et d'apprentissage. Pratiquement toutes les expériences ont infirmé le postulat selon lequel le changement serait un processus organisé, rationnel et linéaire proposant des solutions définies par le niveau central aux problèmes qualitatifs des écoles. De fait, on s'accorde désormais sur plusieurs points : (a) le changement est avant tout un processus local, intervenant dans l'école considérée comme l'unité de changement ; (b) l'apprentissage et l'adaptation par les acteurs locaux sont la clé de la réussite ; (c) le renforcement des capacités locales – dans les écoles, les communautés et les districts – est une condition sine qua non du succès ; (d) le progrès est graduel et inégal.

Les données recueillies au cours de cette étude identifient cinq conditions

## Intrants et processus : solutions prometteuses ou impasses pour l'apprentissage ?

Variables	Solutions prometteuses	Impasses
Programmes scolaires	Utilisation des langues africaines comme vecteur de l'enseignement dans les petites classes. Contenu organisé autour d'un nombre limité de matières. Pédagogie directe faisant appel à des outils structurés.	Langues des anciennes puissances coloniales. Apprentissage par découverte et pédagogie ouverte.
Matériels d'apprentissage	Un manuel par élève dans les matières principales. Un cahier et des fournitures. Fournitures scolaires dans les classes. Guides de l'enseignant. Bibliothèque scolaire.	Équiper les classes avec des ordinateurs.
Temps	1 000 heures d'enseignement. Présence régulière de l'enseignant. Système de remplacement des enseignants absents.	Utilisation des enseignants en vacation double.
Infrastructures	Construction de classes gérée par les communautés. Double utilisation des classes par rotation.	Appels d'offre à l'échelle du pays.
Parents	Comités de gestion scolaire ayant autorité pour l'allocation des ressources et l'organisation de l'école. Alphabétisation des adultes.	La responsabilité sans les ressources.

essentiels susceptibles d'orienter et d'étayer une action efficace en faveur de l'amélioration de la qualité.

- ▶ un engagement national en faveur d'une vision précise de la qualité de l'éducation pour tous, partagée par toutes les parties prenantes et qui servira de balise à l'action ;
- ▶ la volonté de choisir et de hiérarchiser les priorités d'une manière qui traduise la capacité de changement

du système dans le cadre d'un objectif à long terme d'amélioration à grande échelle ;

- ▶ la détermination à exploiter les capacités existantes et à développer de nouvelles capacités à tous les niveaux du système éducatif ;
- ▶ la disposition à instaurer de véritables partenariats locaux et internationaux ;

- ▶ la prise de conscience de la nécessité de mettre en place des processus d'apprentissage continu par la pratique. Faute de quoi l'amélioration de la qualité et le renforcement du niveau d'apprentissage resteront des chimères dans de nombreux pays et la plupart des efforts consentis pour garantir l'engagement, renforcer les partenariats et mobiliser les ressources auront été vains. ■

### Suite de la page 3

ves et expériences que chaque élève apporte au contexte d'apprentissage.

#### Le contexte d'apprentissage.

L'importance du contexte d'apprentissage dans une éducation de qualité semble se confirmer de plus en plus. Les élèves doivent avoir accès à un minimum d'hygiène, d'installations sanitaires et, si possible, à des services de santé et de nutrition de proximité. Les politiques scolaires et leur mise en œuvre doivent favoriser la santé physique et mentale, la protection et la sécurité. Nous avons aujourd'hui une meilleure compréhension de l'environnement physique, mais il convient de s'intéresser davantage à l'environnement psychosocial, au moins aussi important, afin d'éliminer des

pratiques nuisibles telles que la discrimination entre sexes, les brimades, les châtiments corporels ou le travail obligatoire.

**Un environnement propice.** Enfin, il faut réaliser l'importance d'un environnement respectueux des droits. Une éducation de qualité doit être prodiguée au sein d'un système d'administration et de gestion qui vienne également étayer l'apprentissage effectif. Ceci exige un système bien géré ainsi que des processus transparents guidés par la mise en œuvre de politiques judicieuses et un cadre législatif adéquat. Il faut également disposer de ressources en quantité suffisante.

L'éducation de qualité tient compte du passé, s'adapte au présent et inclut une vision de l'avenir. L'éducation de qualité

va de pair avec la construction du savoir et l'application avisée, par chaque individu cheminant à la fois avec les autres et en toute indépendance, de toutes les formes de savoir. L'éducation de qualité reflète la nature dynamique des cultures et des langues, la valeur de l'individu par rapport à un contexte infiniment plus large et l'importance d'un mode de vie équitable et capable d'ouvrir la voie à un avenir durable. ■

<sup>1</sup> Voir le document de travail de l'UNICEF sur l'éducation de qualité .

## Programme de la biennale

Grand Baie, Maurice, 3-6 décembre 2003

Le thème de la biennale sera « La quête de la qualité : à l'écoute des expériences africaines ». Panels, tables rondes et ateliers se succéderont pour traiter ce vaste thème. Aperçu du programme de la biennale et des sujets qui y seront abordés.

### Les séances plénières

Après l'ouverture officielle de la biennale le 3 octobre, 10 séances plénières seront organisées. Chaque séance abordera une question précise et sera animée par un panel d'experts. Parmi les séances plénières, cinq seront des panels avec présentations suivies de discussions. Les cinq autres séances seront des tables rondes sans présentations formelles. Les principaux thèmes traités seront les suivants :

#### **Panel 1 : Problématique de la qualité de l'éducation en Afrique**

Ce premier panel servira d'introduction aux discussions sur la qualité de l'éducation. Diverses conceptions de la qualité seront présentées par le biais d'un film. L'expérience d'une politique d'amélioration de la qualité à Maurice sera évoquée. Finalement le document de base de la réunion (document de discussion) sera présenté afin d'exposer brièvement les principales interrogations théoriques et pratiques liées à l'amélioration de la qualité de l'éducation en Afrique et ailleurs.

#### **Panel 2 : Evaluation et bilan de l'éducation en Afrique**

Ce panel fera un bilan de l'apprentissage en Afrique à partir des évaluations conduites dans le cadre du SAQMEQ du PASEC et de MLA. Il discutera également des questions de mesure et de pilotage de la qualité à travers les indicateurs et les statistiques de l'éducation et des conditions d'utilisation des examens et autres formes d'évaluation pour un suivi régulier des performances.

#### **Panel 3 : Options pour les politiques d'amélioration et de financement de la qualité**

Le panel introduira la dimension de l'équité en mettant l'accent sur le genre. Le rapport EPT 2003 fera le point sur la situa-

tion des filles en Afrique et l'étude du FAWE présentera des stratégies pour améliorer la participation des filles. Concernant le financement de la qualité, une présentation sur les intrants essentiels invitera les participants à réfléchir sur les options politiques les plus efficaces et les plus équitables.

#### **Panel 4 : Le développement professionnel des enseignants au cœur de la rénovation pédagogique**

Le développement professionnel des enseignants est un facteur essentiel pour changer les pratiques pédagogiques. Il s'agira ici de réfléchir sur les stratégies les plus efficaces pour développer et renforcer les compétences professionnelles des enseignants afin de promouvoir des pédagogies actives centrées sur l'apprenant.

#### **Panel 5 : Renforcement de la pertinence et de l'efficacité de l'apprentissage**

La problématique de la pertinence sera posée ici en termes de promotion d'un modèle éducatif africain. Renforcer la pertinence de l'éducation permet d'accroître l'efficacité des apprentissages. L'adaptation des curricula aux « besoins de la pratique sociale » des apprenants et l'utilisation de la langue locale comme langue d'instruction sont particulièrement efficaces pour les processus éducatifs comme pour les performances de l'apprentissage.

#### **Panel 6 : Implantation des réformes dans les écoles et dans les classes**

C'est à l'école et dans les classes que se produisent les changements qui auront une incidence sur la qualité de l'éducation. Un des principaux enjeux des réformes est une implantation réussie au niveau de l'école et sa traduction en changements de pratiques chez les enseignants et chez les apprenants.

#### **Panel 7 : Comment assurer-on la qualité ailleurs ?**

Ce panel explorera les expériences d'amélioration de la qualité à d'autres niveaux que l'éducation de base et dans d'autres secteurs (santé, nouvelles technologies) afin d'en tirer des enseignements utiles pour le secteur de l'éducation.

#### **Panel 8 : Décentralisation et diversification : rôle de la société civile et des communautés**

Une éducation de qualité pour tous exige un engagement de l'Etat mais aussi la mobilisation des ressources éducatives latentes dans la société. La table ronde examinera notamment des expériences de décentralisation et de contractualisation qui permettent d'impliquer efficacement différents acteurs et partenaires de l'éducation dans l'élaboration et la mise en œuvre de politiques pour l'amélioration de la qualité.



### **Panel 9 : Partenariats externes - financement et partage des connaissances**

Le panel étudiera les stratégies d'assistance des agences de développement (bilatérales et multilatérales) en relation avec l'amélioration de la qualité. Les questions de durabilité de l'appui et de coordination des interventions seront soulevées.

### **Panel 10 : VIV/SIDA et qualité de l'éducation**

Etant donné l'ampleur prise par le SIDA en Afrique et ses conséquences catastrophiques sur les systèmes éducatifs, une table ronde sera consacrée aux stratégies mises en oeuvre pour lutter contre la propagation de la pandémie. La table ronde examinera le processus enseignement-ap-

prentissage face à l'impact de la pandémie sur les enseignants et sur les apprenants. D'autres questions seront discutées parmi lesquelles : l'éducation de qualité comme moyen de prévention, la collecte et le traitement de données sur le VIH/SIDA dans le système éducatif et le développement de plans sectoriels de lutte contre le SIDA.

## Les ateliers parallèles

Il est prévu trois ateliers parallèles dont l'objectif sera d'approfondir des thèmes abordés pendant les séances plénières. Les thèmes suivants seront débattus : politiques pour l'amélioration et le financement de la qualité ; stratégies et réformes au niveau de l'école et de la classe ; partenariats pour la qualité.

## Le Forum des ministres

Lors de chaque biennale, l'ADEA organise une réunion pour le Forum des ministres africains de l'éducation. Cette année la réunion du Forum fournira l'occasion de discuter des stratégies pour la mise en oeuvre du NEPAD dans le secteur de l'éducation, des examens par les pairs tels que pratiqués par l'OCDE et d'un projet pour inclure les enfants handicapés dans les efforts d'EPT. Le Forum des ministres élira également le nouveau Bureau des ministres de l'ADEA dont les membres siègent à son comité directeur.

## L'ADEA fêtera son 15e anniversaire à Grand Baie (1988-2003)

L'ADEA fêtera son 15e anniversaire au cours de la biennale. Cette célébration se fera en présence d'anciens présidents, de deuxièmes présidents et de secrétaires exécutifs. La cérémonie commémorative sera marquée par des témoignages sur l'activité et l'évolution de l'ADEA dans le cadre de sa mission d'appui au développement de l'éducation en Afrique.

L'association a été créée en 1988, sous l'appellation DAE : « Bailleurs de fonds pour l'éducation en Afrique ». Son mandat initial était tiré des recommandations d'une étude de la Banque mondiale de 1988, intitulée *L'Education en Afrique subsaharienne : pour une stratégie d'ajustement, de revitalisation et d'expansion*. La DAE avait pour mission de poursuivre le dialogue sur les politiques initié par cette étude et de servir de cadre à une meilleure coordination des organismes de développement. Elle était alors gérée par le département de développement humain de la région Afrique de la Banque mondiale.

L'association s'est rapidement agrandie, jusqu'à intégrer la plupart des organismes de développement multilatéraux, bilatéraux et privés. Il est vite apparu que, sans l'implication active des ministères africains de l'éducation, l'efficacité d'une telle collaboration serait limitée. Dès 1992, cinq ministères africains de l'éducation ont donc été invités à siéger au Comité directeur.

La même année, un secrétariat indépendant de petite dimension est ouvert à Paris ; il est hébergé dans les locaux de l'Institut international de planification de l'éducation (IIPÉ) de l'UNESCO. Ce déménagement a pour objectif de développer un sentiment d'appartenance partagé par tous les membres de l'ADEA – ministres africains comme bailleurs de fonds.

Les conclusions d'une évaluation réalisée en 1994 ont conduit à porter à dix le nombre de ministres représentés au Comité directeur.

Afin de mieux refléter le partenariat entre ministres et organismes de développement, l'appellation de l'association sera modifiée en 1995 et DAE devient ADEA : Association pour le développement de l'éducation en Afrique. Depuis, l'ADEA s'efforce de promouvoir des partenariats efficaces entre les deux groupes principaux qui la constituent : d'une part les ministères africains de l'éducation et de la formation, d'autre part leurs partenaires techniques et financiers externes.

## Rencontres en marge de la biennale

De nombreuses réunions seront organisées en marge de la biennale. Les groupes de travail de l'ADEA et autres organismes présents à Grand Baie profiteront de la présence des ministres et de haut responsables d'agences de coopération et de développement pour faire part de leurs activités.

---

### Groupe de travail sur la profession enseignante (GTPE) – Lancement officiel du groupe fusionné

Les deux sections du groupe de travail (sections francophone et anglophone) se sont réunies du 11 au 13 mai à Zanzibar pour discuter de la fusion des deux groupes, des nouvelles structures à mettre en place et des activités futures. A Maurice, la fusion des deux groupes sera officiellement annoncée le **1er décembre**, en présence des ministres de l'éducation et des autres partenaires du groupe de travail présents à la biennale.

Contact : **Henry Kaluba**, coordonnateur du GTPE Fax : +44 20 7/747 6287/ 6276 mél : h.kaluba@commonwealth.int

---

### Groupe de travail sur les finances et l'éducation (GTFE) – Comité directeur

Le Groupe de travail sur les finances et l'éducation (GTFE) réunira son comité directeur le **1er décembre** pour revoir son programme de travail et son budget pour 2004.

Contact : **Mohamed Chérif Diarra**, coordonnateur du GTFE Fax : +221/825 6944/824 1289 mél : Mohamed.diarra@codesria.sn

---

### Groupe de travail sur le développement de la petite enfance (GTDPE) – Réunion consultative

Le **2 décembre**, le groupe de travail organisera à Maurice sa troisième réunion consultative. La réunion discutera des futures interventions du GTDPE et des meilleures stratégies pour faire avancer le DPE en Afrique. Le 30 novembre et le 1er décembre un autre événement précèdera la réunion et sera organisé par le *Collective of Trainers from the South*, dont l'objectif sera de sensibiliser le public à l'importance du DPE. Parents, enfants et jeunes adultes seront impliqués dans cette manifestation qui sera l'occasion d'avoir un aperçu de l'approche adoptée à Maurice pour habiliter les enfants et promouvoir leurs droits.

Contact : **Jeannette Vogelaar**, coordonnateur du GTDPE Fax : +31 70/348 6436 mél : jeannette.vogelaar@minbuza.nl

---

### Groupe de travail sur l'éducation non formelle (GTENF) – Réunion consultative et comité directeur

Le **2 décembre**, le GTENF organisera une réunion consultative. Deux questions principales seront discutées : comment assurer que l'éducation non-formelle contribuera effectivement à la réduction de la pauvreté et à la réalisation des objectifs de Dakar ; quelles stratégies peuvent être mises en œuvre pour intégrer l'éducation non-formelle dans les processus de développement nationaux à la lumière des réalités du terrain. Les recommandations issues de la réunion aideront le GTENF à définir son plan d'action pour les 2-3 prochaines années. Le comité directeur du GTENF se réunira le 4 décembre.

Contact : **Amina Osman**, coordonnatrice du GTENF Fax : +44 20 7/747 6287 mél : a.osman@commonwealth.int

---

### Conférence de l'Université virtuelle africaine (UVA)

Cette réunion consultative avec les ministres africains en charge de l'enseignement supérieur a pour objectif d'obtenir le soutien politique nécessaire à l'expansion des programmes de l'UVA dans la région. Le **2 décembre**, spécialistes de l'enseignement à distance et ministres examineront la situation actuelle et les perspectives de développement de l'enseignement à distance en Afrique ; la question de la reconnaissance des diplômes délivrés par l'UVA ; la sélection de centres d'excellence régionaux selon les domaines de spécialisation et le repérage d'universités capables d'accueillir des centres de formation de l'UVA. La réunion sera organisée en collaboration avec le Groupe de travail sur l'enseignement supérieur (GTES) et le groupe de travail sur l'enseignement à distance et l'apprentissage libre (GTEDAL).

Contact : **Magdallen Juma**, AVU Fax : +254/2 71 20 71 mél : mjuma@avu.org

---

## **Journée du Forum des éducatrices africaines (FEA / FAWE)**

Le **2 décembre** le FAWE organisera une séance au cours de laquelle seront présentées des expériences d'amélioration de la qualité à partir d'interventions spécifiques. Une vaste gamme d'interventions qui visent à améliorer la qualité seront évoqués. D'autre part, seront présentées des expériences concrètes vécues par des praticiens travaillant dans les centres d'excellence du FAWE dans six pays (Gambie, Kenya, Namibie, Sénégal, Tanzanie, Rwanda). Les centres d'excellence cherchent avant tout à créer un environnement propice à l'enseignement et à l'apprentissage et à éliminer les obstacles à l'accès et à la réussite scolaire des filles. Une discussion de panel est prévue entre praticiens travaillant dans les écoles et fonctionnaires des ministères de l'éducation. Des vidéos et expositions rendront compte des expériences vécues par les écoles.

Contact : **Marema Dioum** Fax: +254 2/57 41 50 mél : mdioum@fawe.org / fawe@fawe.org

---

## **Groupe de travail sur les livres et le matériel éducatif (GTLME) – Enseignements tirés de la privatisation du secteur de l'édition**

Il y a dix ans, le secteur de l'édition dans la plupart des pays africains était embryonnaire. Beaucoup de pays n'avaient pas d'associations de libraires ou d'éditeurs. Le **4 décembre** GTLME organisera une réunion-petit déjeuner qui rendra compte des résultats d'une étude sur l'évolution des partenariats publics/privés dans le secteur des livres. Le monopole des Etats dans le domaine de la fourniture de livres a cédé la place à la libéralisation du secteur de l'édition des manuels scolaires. Ceci a entraîné un plus grand choix de manuels scolaires et l'émergence d'un secteur de l'édition dans les pays. La principale conclusion de l'étude est que les partenariats publics/privés ne sont viables que si les capacités existent dans le secteur privé. Le développement des capacités et des compétences techniques exige des politiques concrètes qui aident à créer un cadre et des conditions adéquates.

Contact : **Carew Treffgarne**, Coordonnatrice du GTLME Fax: +44 20 7/023 0287 mél : c-treffgarne@dfid.gov.uk

---

## **Groupe de travail sur l'analyse sectorielle (GTASE) – Pour une analyse sectorielle renouvelée en Afrique**

Le **4 décembre**, le GTASE organise une rencontre sur les nouvelles perspectives de l'analyse sectorielle dans les pays africains. Seront notamment discutés les défis et opportunités qui se posent alors que le GTASE est de plus en plus ancré en Afrique. Des exemples précis de processus d'analyse sectorielle au niveau des pays seront donnés. De nouveaux domaines de recherche évoqués lors de la dernière réunion du comité directeur du GTASE seront discutés ainsi que les derniers séminaires de formation organisés en Afrique et en Europe. Les débats suivront un panel constitué de représentants de ministères de l'éducation et d'institutions régionales basées en Afrique et de partenaires internationaux.

Contact : **Ibrahima Bah Lalya**, Coordonnateur du GTASE Fax : +33 1 40 72 83 66 mél : i.bah-lalya@iiep.unesco.org

---

## **Prix africain du journalisme d'éducation - Lancement de l'édition 2004**

La troisième édition du Prix africain du journalisme d'éducation Akintola Fatoyinbo sera lancée le **3 décembre** 2003 après les séances plénières. Le Prix africain du journalisme d'éducation récompense les meilleurs articles sur l'éducation écrits par des journalistes africains en ce domaine et publiés par la presse africaine. En instituant ce prix, l'ADEA a voulu souligné l'importance d'une information publique de qualité pour le développement de l'éducation en Afrique. Grâce à ce prix, l'ADEA encourage les médias africains à s'intéresser à l'éducation et à susciter des débats publics autour de ce thème.

Contact : **Thanh-Hoa Desruelles**, Secrétariat de l'ADEA Fax : +33/145 03 39 65 mél : th.desruelles@iiep.unesco.org

---

## **UNESCO - Table ronde sur le genre et l'alphabétisation**

Le **2 décembre**, l'UNESCO organisera une table ronde sur le genre et l'alphabétisation. La table ronde a pour objectif de discuter des questions de genre et de leur intégration dans les pratiques d'alphabétisation, d'étudier les politiques et pratiques relatives aux questions de genre afin de repenser la notion d'alphabétisation. Les cadres conceptuels et les politiques relatives au genre et à l'alphabétisation seront évoquées tout comme les bonnes pratiques qui intègrent la notion de genre, l'éducation préventive contre le VIH/SIDA et la lutte contre la pauvreté et la violence contre les femmes.

Contact : **Armoogum Parsuramen**, Director, BREDA Fax : +221/823/8393/6175 mél : a.parsuramen@unesco.org

---

## **Lancement de la décennie de l'alphabétisation des Nations Unies (UNLD)**

La cérémonie de lancement officiel de la décennie de l'alphabétisation des Nations Unies sera organisée le **4 décembre** par le BREDA, l'Institut de l'éducation de l'UNESCO et l'ADEA. Le lancement sera un plaidoyer pour l'alphabétisation en Afrique. Il a également pour objectif d'accélérer les efforts vers l'alphabétisation pour tous dans le cadre de l'éducation pour tous. La cérémonie sera suivie par une réception de l'UNESCO et par une exposition.

Contact : **Armoogum Parsuramen**, Director, BREDA Fax : +221/823/8393/6175 mél : a.parsuramen@unesco.org

## Activités de l'ADEA

### 8-12 décembre 2003

GT sur les statistiques de l'éducation Atelier sur les systèmes d'information géographique Maputo, Mozambique

### janvier 2004

Groupe de travail sur la profession enseignante Une réunion de ce groupe de travail est prévue, pour poursuivre le processus de fusion des sections francophone et anglophone (Dates et lieu à confirmer)

### 2 février 2004

Groupe de travail sur les statistiques de l'éducation Atelier SISED sur la carte éducative et les systèmes d'information géographique. Région Afrique de l'Ouest Niamey, Niger

### avril-mai 2004

Groupe de travail sur les statistiques de l'éducation, en collaboration avec le Groupe sur l'éducation non formelle Atelier sur les systèmes d'information statistique pour l'éducation non formelle Ouagadougou, Burkina faso; (Dates et lieu à confirmer)

### avril 2004

Réunions du Comité directeur et des Leaders et Coordonnateurs des Groupes de travail de l'ADEA (Dates et lieu à déterminer)

### 3-6 décembre 2003

Biennale de l'ADEA  
Grand Baie, Maurice

#### Rencontres en marge de la biennale

#### Lundi 1er décembre

##### GT Education et finance (GTFE)

Réunion du comité directeur

##### GT Profession enseignante (GTPE)

Réunion du comité directeur

#### Mardi 2 décembre

**Conférence UVA - ADEA** sur l'enseignement supérieur à distance

**GT Développement de la petite enfance (GTDPE)** - Réunion consultative

**UNESCO** - Table ronde sur le genre et l'alphabétisation

**FAWE (FEA)** - Forum sur le genre et la qualité de l'éducation

#### GT Education non formelle (GTENF)

L'éducation non formelle et la qualité de l'EPT dans un contexte de systèmes d'apprentissage diversifiés

#### Judi 4 décembre

##### GT livres et matériel éducatif (GLME)

Réunion sur les partenariats entre secteurs public et privé

#### Lancement de la décennie de l'alphabétisation pour la région Afrique des Nations Unies (UNLD)

##### GT Analyse sectorielle de l'éducation (GTASE)

Réunion. Pour un renouvellement de l'analyse sectorielle en Afrique

**GT Education non formelle (GTENF)** - Réunion du comité directeur

## Autres activités

### 8-10 décembre 2003

Séminaire international UNESCO/ ONUSIDA

Protection des droits des enfants de la rue : combattre le VIH/SIDA et la discrimination

Bamako

### 10- 12 décembre 2003

Sommet mondial sur la société de l'information

Genève, Suisse

### 21-23 janvier 2004

Groupe de travail sur les normes minimales pour l'éducation dans les situations d'urgence, les crises chroniques et la reconstruction.

Première consultation régionale organisée par le Réseau Inter-agences d'éducation d'urgence (INEE)

Kenya

Pour de plus amples informations : <http://ineesite.org>

Les dates étant susceptibles de changer veuillez consulter le site web de l'ADEA ([www.adeanet.org](http://www.adeanet.org))



Lettre d'information trimestrielle publiée par l'ADEA

Prière d'adresser toute correspondance à :  
Association pour le développement de l'éducation en Afrique  
7-9 rue Eugène-Delacroix,  
75116 Paris, France

Tél. : +33 (0) 1 4503 7757  
Fax : +33 (0) 1 4503 3965  
Mél : [adea@iiep.unesco.org](mailto:adea@iiep.unesco.org)  
Site Web : [www.adeanet.org](http://www.adeanet.org)

Les points de vue et opinions exprimés dans les articles signés de la lettre d'information de l'ADEA sont ceux des auteurs et ne doivent pas être attribués à l'ADEA, à toute autre organisation, ou à tout autre individu.